



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Sondage de 60 m de profondeur en vue de la création d'un forage
sur la commune de Cheix-en-Retz (44)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2023/SGAR/DREAL/165 du 2 mai 2023 portant délégation de signature à madame BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2023/DREAL/N°SDR-23-AG-05 du 13 juillet 2023 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2023-7067 relative à un sondage de 60 m de profondeur en vue de la création d'un forage sur la commune de Cheix-en-Retz, déposée par Mme Carole BESSEMOULIN et considérée complète le 23/06/23 ;

Considérant que le projet concerne un forage de 60 mètres pour approvisionner en eau domestique l'habitation de Mme Carole BESSEMOULIN et permettre d'abreuver ses chevaux avec un prélèvement de 200 m³/an avec un débit maximum de 2 m³/heure ;

Considérant que le forage sera réalisé en respectant la norme AFNOR NFX10-999 ;

Considérant que le forage se situera à plus de 35 m de tout bâtiment agricole et de toutes sources de pollution ; qu'aucun épandage ne sera effectué dans un rayon de 50 m autour du forage ; que la tête de forage sera à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ; que le forage sera équipé en tubage plein et crépine de diamètre de 140 mm sur

toute sa longueur ; qu'une cimentation de tête sera réalisée sur 10 m de profondeur à l'extrados du tubage ; qu'une tête de protection (dalle bétonnée de 3 m² et couvercle béton cadencé) sera mise en place ; que des essais de pompage seront réalisés après les travaux afin de valider l'aire d'alimentation, de définir le débit critique de l'ouvrage et de tester la productivité de la nappe ;

Considérant que le projet de forage est situé à 50 m d'une zone humide ; que l'aire théorique d'incidence du forage est estimée à 29 m et le rabattement théorique sur la nappe est considéré comme nul à 29 m ; que l'essai de pompage permettra de définir un débit critique afin de ne pas créer un cône de rabattement de la nappe trop important et ainsi limiter le rayon d'incidence sur la nappe souterraine ; que des mesures (rebouchage du forage ou réduction de débit) devront être prises si, lors des essais de pompage, des impacts sur les zones humides sont détectés ; que le forage le plus proche est situé à 0,88 km ; qu'aucun effet de cumul de prélèvement n'est à prévoir ;

Considérant que le site n'est concerné directement par aucun zonage environnemental ou paysager d'inventaire ou de protection de l'environnement ; que la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique la plus proche est la ZNIEFF de type I « Marais de l'Acheneau » située à 90 m ; que le site Natura 2000 le plus proche est le site « Estuaire de la Loire » situé à 96 m ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de Sondage de 60 m de profondeur en vue de la création d'un forage sur la commune de Cheix-en-Retz, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Carole BESSEMOULIN et publié sur le site Internet de la DREAL Pays de la Loire, thématique évaluation environnementale et développement durable puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr